

Votre partenaire pour investir

Rentrée des députés pour un automne très budgétaire

Reuters le 22/09/2017 à 14:01

1 

Partager 0

 Tweet +1

RENTRÉE DES DÉPUTÉS POUR UN AUTOMNE TRÈS BUDGÉTAIRE

par Elizabeth Pineau

PARIS (Reuters) - Le Parlement français reprend lundi ses travaux avec une session extraordinaire de l'Assemblée consacrée à la loi sur l'état d'urgence, prélude à un automne largement consacré aux délicats arbitrages sur le projet de loi de finances 2018.

La veille, les élections sénatoriales donneront un signal sur l'état du pays en cette rentrée sociale compliquée pour l'exécutif, qui enchaîne les réformes sur fond de mobilisation syndicale et de sondages médiocres.

Les Républicains ont toutes les chances de sortir vainqueurs de ce scrutin indirect appelé à renouveler la moitié de la Chambre haute, alors que La République (LREM) est majoritaire à l'Assemblée nationale.

Au vu des alliances qui suivront, le mouvement d'Emmanuel Macron saura s'il a une chance de rassembler au Parlement la majorité des trois cinquièmes indispensable pour faire adopter, dès l'an prochain si possible, les réformes institutionnelles qui supposent une modification de la Constitution. Et ainsi éviter le recours à un référendum risqué pour l'exécutif.

Occupés dans leurs commissions respectives depuis le début du mois, les 577 députés examineront la semaine prochaine le très controversé projet de loi "renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le

"terrorisme" adopté le 30 juillet par le Sénat, qui doit permettre de lever l'état d'urgence instauré après les attentats de 2015.

Le Sénat reprendra ses travaux le 2 octobre, jour de l'ouverture de la session ordinaire de l'ensemble du Parlement.

Seul candidat à sa succession pour l'instant, Gérard Larcher (LR) est favori à sa réélection à la présidence de la Chambre haute. "En démocratie, il faut une voix différente, une voix autonome. Je veux que le Sénat incarne une opposition exigeante", déclare-t-il ce vendredi dans *Le Parisien*.

ÉCONOMIES REVUES À LA BAISSE

Cinq mois après l'arrivée d'Emmanuel Macron à l'Elysée, les arbitrages liés à l'examen du projet de loi de finances (PLF) et à celui consacré de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour 2018 s'annoncent serrés.

Dans un contexte de mécontentement contre les coupes budgétaires, le gouvernement a revu à la baisse ses ambitions d'économies, de 20 milliards à 16 milliards d'euros environ en 2018.

Les débats budgétaires en séance commencent le 17 octobre à l'Assemblée, le vote définitif du projet de budget étant prévu le 20 décembre, avant la pause des fêtes de fin d'année.

Outre ces deux textes, l'agenda automnal comprend l'examen du projet de loi entérinant les ordonnances modifiant le Code du travail adoptées ce vendredi au conseil des ministres, sur fond de contestation sociale.

Bien que le gouvernement dispose d'une majorité à l'Assemblée, qui a le dernier mot dans l'adoption des textes, les débats s'annoncent agités.

Même affaiblis par des divisions en attendant l'élection de leur chef de parti en décembre, Les Républicains comptent notamment se faire entendre sur le budget via le président LR de la commission des Finances, Eric Woerth.

Les voix discordantes viendront aussi de la gauche alors que les 17 députés de La France insoumise (LFI) emmenés par Jean-Luc Mélenchon se posent en premiers opposants à l'exécutif.

Le positionnement reste difficile, en revanche, pour le groupe Nouvelle gauche issu d'un Parti socialiste à terre depuis les élections du printemps, au point de devoir se résoudre à vendre son siège de la rue de Solférino, à Paris.

NOUVELLES MÉTHODES DE TRAVAIL CHEZ LREM

Critiqués pour leur manque d'expérience, à l'origine d'une série de flottements et cafouillages, les 313 députés de la République en marche vont expérimenter de nouvelles méthodes de travail notamment mises au point lors d'un séminaire organisé en début de semaine à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis).

"Aujourd'hui, à l'aube de l'examen du budget, tout a été mis en place pour que les rouages du groupe soient huilés et que tout se passe bien", déclare le président du groupe, Richard Ferrand dans un entretien publié jeudi dans le *Trombinoscope*.

Inquiété par la justice dans l'affaire des Mutuelles de Bretagne, ce proche d'Emmanuel Macron devrait être très bientôt fixé sur son sort. Quant au parti présidentiel, il devrait se dorer d'un chef à la mi-novembre.

Pour la majeure partie des députés LREM, c'est l'enthousiasme qui l'emporte, assure pour sa part Martine Wonner, psychiatre élue en juin députée du Bas-Rhin.

"C'est un vrai challenge mais je m'y retrouve : j'étais à la disposition de mes patients, je suis à la disposition des citoyens", a-t-elle dit à Reuters. "On peut se poser des questions, avoir des moments de doutes. Mais il y a surtout l'envie d'être efficace à 400% tout de suite et on n'a pas toujours toutes les clés".

Pour accélérer le travail parlementaire, le président de l'Assemblée nationale, François de Rugy, a lancé mercredi un grand chantier de modernisation appelé à produire ses premiers fruits dans six mois.

(Avec Emile Picy, édité par Yves Clarisse)

REUTERS  © 2017 Thomson Reuters. All rights reserved.

 Réagir  1

Partager 0

 Tweet

 +1

 in



